

NOTICE EXPLICATIVE COMPLEMENTAIRE

**(Version faisant suite à la saisie des Personnes Publiques
Associées et à la réunion d'examen conjoint du 26 juin 2019)**

*Procédure de révision allégée du Plan Local
d'Urbanisme de CHATILLON SUR THOUET*

Date : Juillet 2019

PREAMBULE

RAPPEL DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE PROCEDURE EN COURS

> Projet soumis à l'examen au cas par cas de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (décision du 29/03/2019 de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale jointe au dossier soumis à enquête publique)

> Consultation des Personnes Publiques Associées lancée par courrier daté du 9 mai 2019

Ont répondu par courrier :

- la DDT en date du 19 juin 2019
- la Chambre d'Agriculture en date du 13 juin 2019
- le PETR du Pays de Gâtine en date du 18 juin 2019.
- la CCI en date du 9 juillet 2019.

> Réunion d'examen conjoint le 26 juin 2019 (Procès-Verbal joint au dossier soumis à enquête publique)

OBJET DE LA PRESENTE NOTICE COMPLEMENTAIRE

La présente notice complémentaire a pour objet d'apporter des éléments de réponse aux questions et remarques émises par les personnes publiques associées au cours de la procédure.

PRISE EN COMPTE DES REMARQUES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE DU PLU DE CHATILLON SUR THOUET

1. REMARQUES EMISES PAR LA DDT 79

La DDT propose d'étendre la protection de l'alignement de chênes situé à l'intérieur de l'entreprise en bordure de la voie d'accès en application de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme.

Réponse : cette protection sera effectivement étendue sur les documents graphiques du Règlement.

Elle est également mentionnée dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Concernant les problématiques liées aux zones humides et à la gestion hydraulique, il a été précisé que l'exploitant avait garanti que le bassin de rétention pluvial ainsi que la réserve incendie avaient été dimensionnés afin d'intégrer le projet d'extension.

Des compléments d'information auraient pu être apportés par le dossier de passage en régime d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Cependant à ce jour ni la mairie, ni la Communauté de communes ne disposent de ce dossier. Ce dossier, s'il a été finalisé, a dû être déposé à la DREAL.

L'extension de la plateforme devrait être soumise à une autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

Aux vues des éléments exposés, la DDT émet un avis favorable sur le dossier.

EVOLUTION DU PLU ENVISAGEE

Suite aux avis des personnes publiques associées, le dossier arrêté fera l'objet d'une adaptation :
Extension de la protection de l'alignement de chênes situé à l'intérieur de l'entreprise en bordure de la voie d'accès en application de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme sur les documents graphiques du règlement.

Sur la légende, cet outil de protection d'un élément de paysage est mentionné avec la référence de la précédente nomenclature du Code de l'urbanisme : L. 123-1-5 7°



2. REMARQUES EMISES PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

La Chambre d'Agriculture souhaite impérativement que les surfaces agricoles supprimées soient compensées.

En réponse à cet avis, il a été rappelé que la SAFER étudie une solution de compensation sur la commune de Gourgé où se situe le siège de l'exploitant et une partie de ses terres.

Le PLUi apportera un bilan général la consommation foncière et des surfaces urbanisables au regard des objectifs du SCOT en matière de zones économiques. Les surfaces étendues sur le secteur de Sainte Anne seront donc déduites du potentiel accordé par le SCOT.

Aux vues des éléments exposés, la Chambre d'Agriculture n'a pas émis d'opposition au projet mais souhaite un engagement de la part de la collectivité sur la compensation des terres agricoles.

3. REMARQUES EMISES PAR LE PETR DU PAYS DE GATINE

Mme NAIRABEZE a précisé lors de la réunion d'examen conjoint que le projet d'extension était bien identifié par l'armature économique du SCOT comme pôle d'équilibre.

Aux vues des éléments exposés, le PETR du Pays de Gâtine a émis un avis favorable sur le dossier.

4. REMARQUES EMISES PAR LA CCI

La CCI a émis un favorable sur le projet lors de la réunion d'examen conjoint, notamment afin de favoriser le maintien et le développement des emplois créés par l'entreprise.

L'entreprise compte actuellement une soixantaine d'emplois.

La CCI a transmis un courrier le 9 juillet 2019 qui donne un avis favorable au dossier.

Le courrier demande que la perte de terrain agricole soit compensée pour l'exploitant concerné (même observation que la Chambre d'Agriculture dont la réponse est apportée ci-dessus).